

Journée de droit civil 2013
en l'honneur de
la Professeure Dominique Manai

Facettes du droit de la personnalité

Edité par
Margareta Baddeley
Bénédict Foëx
Audrey Leuba
Marie-Laure Papaux van Delden

Avec les contributions de

Stéphane Werly
Jean-Philippe Dunand
Julia Xoudis
Marie-Laure Papaux van Delden
Michelle Cottier
Philippe Ducor

Sommaire

STEPHANE WERLY

La parole de trop dans les médias.....13

JEAN-PHILIPPE DUNAND

La protection de la personnalité des travailleurs (art. 328 CO) :
norme flexible et cardinale du droit suisse du travail.....47

JULIA XOUDIS

Affaire « L'Etivaz » : droit de la concurrence et appellations d'origine
protégées (AOP).....73

MARIE-LAURE PAPAUX VAN DELDEN

Au nom des droits de la personnalité de l'enfant : facettes choisies.....97

MICHELLE COTTIER

La protection de la personnalité des résidents
d'établissements médico-sociaux141

PHILIPPE DUCOR

Protection de la personnalité des sujets de recherche167

Table des matières

Avant-propos	1
Sommaire	3
Liste des abréviations	5
STÉPHANE WERLY	
LA PAROLE DE TROP DANS LES MÉDIAS	13
I. Introduction.....	13
II. Le droit pénal.....	16
A. Les infractions contre l'honneur	16
1. La notion d'honneur.....	16
2. Les preuves libératoires	16
3. Cas d'application	17
B. Les infractions contre le secret	18
1. La publication de débats officiels secrets	18
2. La trahison diplomatique	19
C. Les crimes et délits contre la paix publique	19
1. La provocation publique au crime ou à la violence.....	19
2. L'atteinte à la liberté de croyance et des cultes.....	19
3. La discrimination raciale	20
D. Les crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale	21
1. L'atteinte à l'indépendance de la Confédération.....	21
2. Les entreprises et menées de l'étranger contre la sécurité de la Suisse.....	21
3. La propagande subversive	21
4. La provocation et l'incitation à la violation des devoirs militaires.....	21
E. Le régime spécial de responsabilité institué pour les médias	22
1. Les conditions d'application de l'art. 28 CP.....	22
2. Les responsables subsidiaires	23
F. La chronique judiciaire	23
III. Le droit civil	24
A. L'honneur	25
1. L'honneur selon le code civil	25
2. La publication de faits vrais/faux	25
3. Les comptes rendus judiciaires.....	25

4. Les opinions personnelles.....	26
5. Quelques exemples.....	26
B. La vie privée.....	27
1. La sphère intime.....	27
2. La sphère privée.....	28
3. La sphère publique.....	29
C. La concurrence déloyale.....	29
1. Concurrence déloyale et médias.....	29
2. Le propos dénigrant.....	29
3. Le propos inutilement blessant.....	30
4. Le propos fallacieux.....	31
D. Les voies de droit.....	32
1. Les actions défensives et réparatrices.....	32
2. La communication du jugement et le rectificatif.....	32
IV. La déontologie journalistique.....	33
A. Les devoirs et responsabilité des médias.....	33
B. Les principes déontologiques.....	33
1. La recherche de la vérité.....	33
2. Le respect de la personne.....	36
V. Conclusion.....	40
VI. Bibliographie.....	42

JEAN-PHILIPPE DUNAND

LA PROTECTION DE LA PERSONNALITÉ DES TRAVAILLEURS (ART. 328 CO) : NORME FLEXIBLE ET CARDINALE DU DROIT SUISSE DU TRAVAIL.....	47
I. Introduction.....	47
II. Article 328 CO : norme cardinale.....	48
A. Cas d'application.....	49
B. Etendue de la responsabilité de l'employeur.....	50
1. Début et fin de l'obligation.....	50
2. Responsabilité pour les actes des organes et de tiers.....	51
C. Protections juridiques.....	51
1. Actions défensives prévues dans le CC.....	52
2. Responsabilité contractuelle de l'employeur.....	52
3. Protection contre les congés (art. 336 CO).....	53
4. Intervention de l'Inspection cantonale du travail.....	55

III. Article 328 CO : norme flexible.....	56
A. Prévention et gestion des conflits relationnels	56
B. Mobbing.....	57
C. Stress.....	59
D. Renseignements donnés par l'ancien employeur à un tiers	60
IV. Quelques questions en suspens	62
A. Responsabilité de l'employeur pour les actes de ses auxiliaires	62
B. Prédilection constitutionnelle de l'employé	64
C. Droit d'être entendu ?	66
V. Conclusion	68
VI. Bibliographie	68

JULIA XOUDIS

AFFAIRE « L'ETIVAZ » : DROIT DE LA CONCURRENCE ET APPELLATIONS D'ORIGINE PROTÉGÉES (AOP)	73
I. Introduction.....	73
II. Résumé de l'affaire « L'Etivaz »	74
III. Politique agricole, organisations de producteurs et AOP/IGP.....	77
A. Organisations de producteurs et mesures d'entraide.....	77
B. Règles en matière d'AOP/IGP.....	78
IV. Analyse de l'arrêt du Tribunal fédéral au regard du droit de la concurrence.....	80
A. Loi sur les cartels et règles en matière agricole.....	80
B. Abus de position dominante ?	82
1. Principes.....	82
2. Définition du marché final	83
3. Position dominante et abus	86
C. Obligation d'admettre comme membre ou obligation de contracter ?	87
V. Solution sous l'angle de la validité du cahier des charges ?	89
A. Conformité du cahier des charges au droit supérieur	90
B. Certification et contrôle de la validité du cahier des charges.....	91
VI. Conclusion.....	92
VII. Bibliographie.....	93

MARIE-LAURE PAPAUX VAN DELDEN

AU NOM DES DROITS DE LA PERSONNALITE DE L'ENFANT : FACETTES CHOISIES	97
I. Introduction.....	97
II. Acquisition de la personnalité juridique de l'enfant	99
A. Conditions de l'acquisition de la personnalité	99
B. Du lien de filiation de l'enfant conçu et de l'enfant décédé.....	101
1. L'enfant conçu.....	101
2. L'enfant décédé.....	108
C. Situation juridique de l'enfant mort-né	111
1. Définition	111
2. Inscription au registre de l'état civil.....	111
3. Intégration dans la sphère de la personnalité affective des parents	112
4. Incidence de la jurisprudence de la CourEDH	113
5. Remise en cause des fondements de la personnalité juridique ?	114
III. Droit à la connaissance de ses origines.....	116
A. Droit fondamental à connaître ses origines.....	116
1. Analyse des sources de droit international et constitutionnel	116
2. Analyse des sources de droit fédéral	117
3. Droit de savoir indépendant du mode d'engendrement	120
B. Action sui generis en recherche des origines.....	122
1. Protection de l'identité.....	122
2. Droit relatif à la connaissance des origines	122
3. Action indépendante des actions d'état de la filiation	124
C. Quid d'un droit de connaître sa descendance ?.....	126
D. Incidence de la jurisprudence de la CourEDH	128
1. Consécration d'un droit relatif à la connaissance des origines	128
2. Intérêt de l'enfant versus contraintes procédurales.....	130
E. Brèves considérations sur la paternité « imposée »	131
IV. Conclusion.....	132
V. Bibliographie.....	134

MICHELLE COTTIER

LA PROTECTION DE LA PERSONNALITÉ DES RÉSIDENTS D'ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX.....	141
I. Introduction.....	141
II. Les risques d'atteintes à la personnalité de personnes incapables de discernement en institution et leur prévention.....	143
A. Analyse des risques par les sciences du domaine médico-social.....	143
B. La prévention comme tâche pluridisciplinaire.....	145
III. Les nouveaux instruments du Code civil de protection des résidents en EMS.....	146
A. Le contrat d'assistance (art. 382 CC).....	146
B. Les mesures limitant la liberté de mouvement (art. 383-385 CC).....	149
C. Le devoir de protection de l'institution (art. 386 CC).....	149
IV. Mécanismes de contrôle, de défense et de réparation.....	153
A. Les mécanismes propres au droit de la protection de l'adulte.....	153
1. La surveillance cantonale.....	153
2. L'intervention de l'autorité de protection de l'adulte.....	153
B. La responsabilité contractuelle découlant du contrat d'assistance.....	154
C. La responsabilité délictuelle.....	156
D. Les actions défensives des articles 28a et 28b CC.....	157
V. La représentation de la personne incapable de discernement.....	157
A. Généralités.....	157
B. Types de représentants en cas d'incapacité de discernement.....	159
C. Représentation dans le contexte de la protection de la personnalité dans un EMS.....	160
VI. Conclusion.....	161
VII. Bibliographie.....	162

PHILIPPE DUCOR

PROTECTION DE LA PERSONNALITÉ DES SUJETS DE RECHERCHE.....	167
I. Introduction.....	167
II. Avant la LRH.....	168
III. Genèse de la LRH.....	169
A. Art. 118b Cst.....	169
B. La LRH et ses ordonnances d'application.....	172

IV. Système de la LRH	174
A. Méthode	174
1. Champ d'application.....	174
2. Principes de protection	176
3. Gradation des exigences	182
B. Types de projets de recherche.....	184
1. Essais cliniques.....	184
2. Collecte de matériel biologique et/ou de données personnelles liées à la santé....	187
3. Réutilisation de matériel biologique et/ou de données personnelles liées à la santé.....	190
4. Autres projets de recherche.....	194
V. Conclusion.....	195
Table des matières	197